

Six entreprises sur dix encore actives cinq ans après leur création

Insee Analyses Hauts-de-France • n° 127 • Octobre 2021



En Hauts-de-France, parmi les 8 000 entreprises immatriculées au premier semestre 2014, 60 % sont toujours actives après cinq ans. Cette pérennité est cependant inférieure de 2 points à la moyenne de France de province. Celle-ci est principalement déterminée par le secteur d'activité de l'entreprise, le statut juridique et le capital investi au démarrage. Par ailleurs, le profil des créateurs influe sur la pérennité. Les entreprises les plus pérennes sont plutôt créées par des hommes, des personnes expérimentées et des diplômés du supérieur.

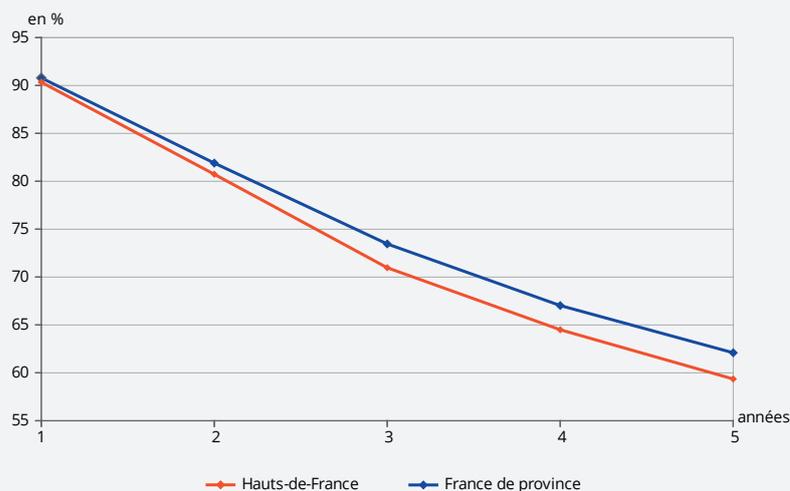
Des entreprises régionales moins pérennes qu'en France de province

Dans les Hauts-de-France, 8 000 entreprises **hors auto-entrepreneurs** ont été créées au premier semestre 2014. En 2019, 60 % d'entre elles sont toujours actives, soit 4 800 entreprises. Dans la région, cette **pérennité** à cinq ans est de 2 points inférieure à celle de la France de province. L'écart avec le niveau national se creuse essentiellement dans les trois premières années d'existence.

Pour dix entreprises créées en 2014 dans les Hauts-de-France, une disparaît la première année d'existence, une la deuxième année, une la troisième année et une quatrième lors des deux années suivantes ► **figure 1**. Le risque de cessation décroît ainsi après trois ans d'existence.

Une nouvelle cohorte de l'enquête SINE est mise en place tous les quatre ans ce qui permet d'effectuer des comparaisons entre les générations. Dans les Hauts-de-France, la pérennité à cinq ans des entreprises créées en 2014 est comparable à celle observée en 2010. Celles créées en 2006 l'étaient en revanche moins : seule la moitié d'entre elles sont encore actives cinq ans après. Comme au niveau national, les entreprises de la génération 2006 ont été touchées par la crise économique, le

► 1. Évolution des taux de pérennité des entreprises créées en 2014



Lecture : environ 71 % des entreprises créées dans les Hauts-de-France en 2014 sont toujours actives après 3 ans d'existence, contre 73 % en France de province.
Source : Insee, enquête SINE 2014.

décrochage avec les autres générations ayant lieu à partir de la deuxième année, soit à partir de 2008.

La mise en place du régime des auto-entrepreneurs en 2009 a par ailleurs modifié le profil des créateurs. Ce régime, exclu de l'enquête, a notamment attiré certains entrepreneurs individuels, porteurs des projets les plus modestes et plus fragiles. Les entreprises interrogées

par l'enquête et créées après 2009 sont donc mécaniquement plus pérennes que les précédentes.

95 % d'emplois maintenus après cinq ans

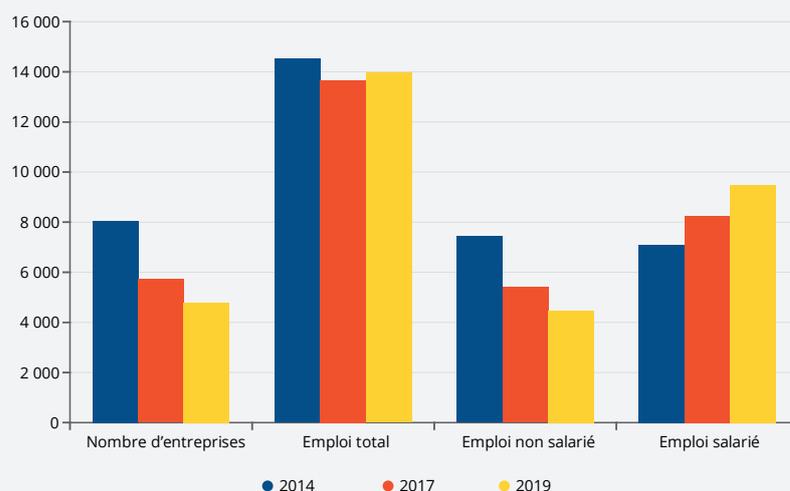
Les entreprises hors auto-entrepreneurs de la génération 2014 ont généré au moment de leur création près de 14 500 emplois dans les Hauts-de-France ► **figure 2**.

En partenariat avec :

Cinq ans plus tard, celles encore actives représentent près de 14 000 emplois, soit environ 95 % du volume initial. Cette perte de 5 % du nombre d'emplois est plus faible que celle des générations 2010 (- 10 %) et 2006 (- 20 %). En revanche, la diminution est deux fois moins importante en France de province (- 2,5 %), témoignant de la plus faible pérennité des entreprises régionales.

La perte de 500 emplois en cinq ans résulte de deux phénomènes. D'une part, entre novembre 2014 et 2019, les entreprises pérennes ont créé environ 4 700 emplois ; d'autre part, les cessations d'entreprises en ont détruit 5 200. Si on considère l'emploi salarié, 2 400 emplois ont été créés sur la période par les entreprises de la génération 2014. Les embauches de celles actives en 2019 (+ 4 600) ont largement compensé les pertes d'effectifs de celles ayant cessé leur activité (- 2 200). En particulier, les entreprises ne possédant aucun salarié à leur création ont embauché

► 2. Évolution du nombre d'entreprises et de l'emploi des entreprises créées en 2014 dans les Hauts-de-France



Lecture : en 2019, les entreprises créées au 1^{er} semestre 2014 et encore actives comptent environ 9 500 salariés.

Note : l'emploi non salarié comprend les dirigeants non salariés et conjoints collaborateurs ; l'emploi salarié comprend les dirigeants salariés.

Source : Insee, enquête SINE 2014.

► 3. Principaux déterminants de la pérennité à cinq ans des entreprises créées en 2014 dans les Hauts-de-France

	Rapport de cotes		Rapport de cotes
Catégorie juridique		Diplôme le plus élevé du créateur	
Société (personne morale)	1,4	Niveau inférieur au baccalauréat	0,8
Entreprise individuelle (personne physique)	Réf	Baccalauréat technique ou professionnel	Réf
		Niveau supérieur au baccalauréat	ns
Secteur d'activité		Expérience dans le métier	
Industrie	1,6	Activité différente du métier principal	Réf
Construction	1,3	Activité identique, moins de 3 ans d'expérience	ns
Commerce	Réf	Activité identique, entre 3 et 10 ans d'expérience	ns
Transports et entreposage	2	Activité identique, plus de 10 ans	1,4
Hébergement et restauration	ns		
Information et communication	ns	Moyens financiers nécessaires au démarrage	
Activités financières, d'assurances et immobilières	1,5	Moins de 1 000 euros	Réf
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,2	De 1 000 à moins de 4 000 euros	ns
Activités de services administratifs et de soutien	1,5	De 4 000 à moins de 16 000 euros	ns
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	3,9	De 16 000 à moins de 40 000 euros	1,3
Autres activités de services	1,6	De 40 000 à moins de 80 000 euros	1,8
		80 000 euros ou plus	1,8
Âge du créateur		Nombre de clients à la création	
Moins de 30 ans	ns	Un à deux clients	Réf
De 30 à 54 ans	Réf	Trois à dix clients	1,3
55 ans et plus	0,7	Un plus grand nombre	1,5
Sexe du créateur		Taille de l'unité urbaine de la commune d'implantation	
Homme	Réf	Commune rurale	Réf
Femme	0,9	Moins de 50 000 habitants	ns
		De 50 000 à moins de 200 000 habitants	0,7
		De 200 000 à moins de 2 millions d'habitants	0,8

ns : non significativement différent de 1 au seuil de 5 %.

Réf : modalité de référence.

Lecture : toutes choses mesurables étant égales par ailleurs, les entreprises créées sous forme de société ont une probabilité d'être pérennes à cinq ans 1,4 fois plus élevée que celle des entreprises créées sous forme d'entreprises individuelles.

Source : Insee, enquête SINE 2014.

3 000 personnes. Cette hausse n'a toutefois pas permis de compenser les 2 900 emplois non-salariés perdus en cinq ans.

Parmi les entreprises créées en 2014 et toujours actives en 2019, 45 % comptent au moins un salarié (hors dirigeant), soit 10 points de plus qu'au démarrage de leur activité. Parmi celles employeuses au démarrage, le nombre moyen de salariés est passé de 2,9 à 4,8.

Les pertes d'emplois se concentrent entre 2014 et 2017. La situation des entreprises de la génération 2014 est un peu différente de celles de 2010 pour lesquelles le volume initial d'emploi s'était maintenu les trois premières années, avant de diminuer les deux années suivantes.

Les entreprises du secteur de l'administration publique, enseignement, santé et action sociale sont les plus pérennes

Comme au niveau national, les entreprises hors auto-entrepreneurs les plus pérennes en Hauts-de-France appartiennent au secteur de l'administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale. Une entreprise sur 10 créée en 2014 appartient à ce secteur, qui regroupe notamment les activités libérales de la santé (infirmiers, médecins, sages-femmes, kinésithérapeutes...) et 3 entreprises sur 4 du secteur sont encore actives cinq ans après leur création. Elles ont près de quatre fois plus de chances d'être pérennes en 2019 que celles du commerce ► **figure 3**.

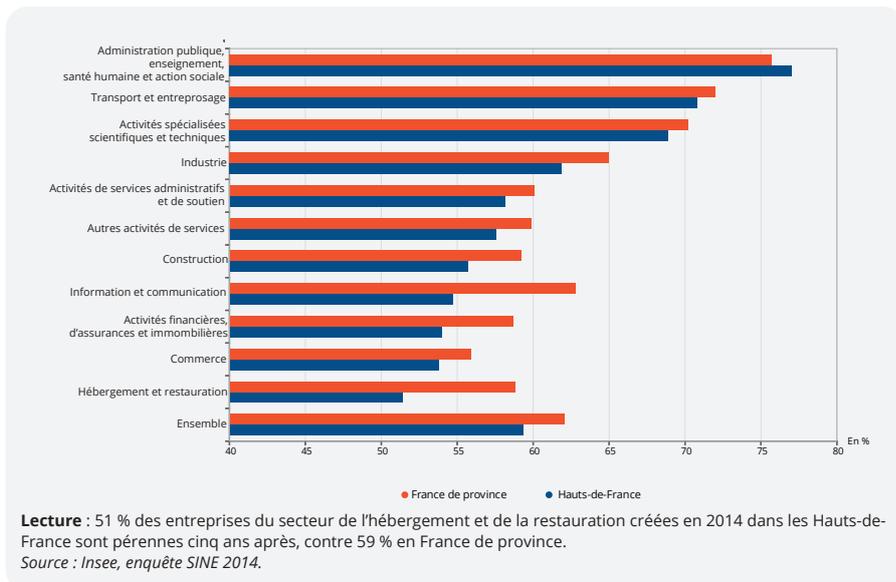
Les entreprises du secteur des activités spécialisées scientifiques et techniques (activités juridiques et comptables, de conseil et de gestion, de recherche et développement scientifique...), ainsi que celles du secteur des transports et entreposage, sont elles aussi plus pérennes qu'en moyenne : 7 entreprises sur 10 de ces secteurs sont encore actives cinq ans après leur création ► **figure 4**.

A contrario, l'hébergement-restauration et le commerce sont les secteurs dans lesquels les entreprises créées en 2014 ont le plus souvent disparu, avec respectivement 51 % et 53 % d'entreprises pérennes en 2019, soit 7 et 2 points de moins qu'au niveau national.

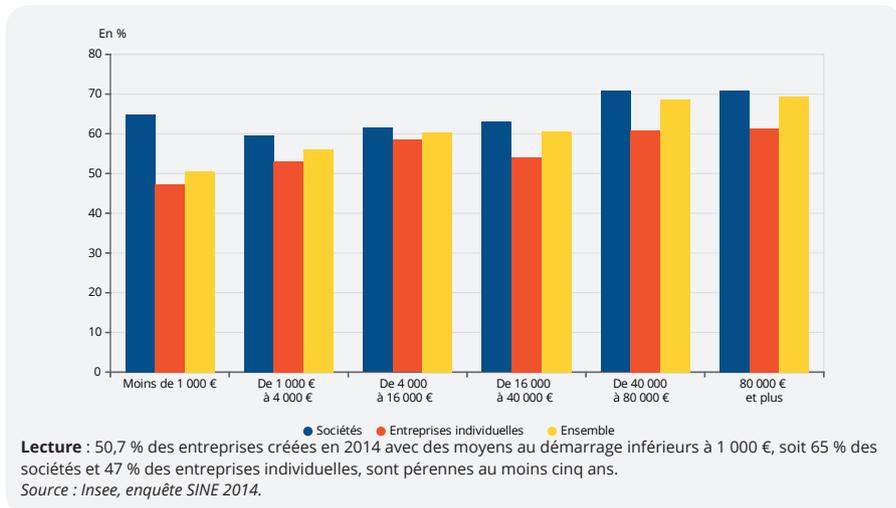
Un capital initial important favorise la pérennité

La pérennité augmente avec le capital investi à la création. Comme au niveau national, les entreprises hors auto-entrepreneurs créées en 2014 dans la région sont significativement plus pérennes lorsque la mise de départ est d'au moins 40 000 € ► **figure 5**. Dans ce cas, 7 entreprises sur 10 sont encore actives

► 4. Taux de pérennité à cinq ans selon le secteur d'activité



► 5. Taux de pérennité selon les moyens investis à la création et la catégorie juridique



en 2019. À caractéristiques identiques, ces entreprises ont près de deux fois plus de chances d'être pérennes à cinq ans que celles créées avec moins de 1 000 €.

De même, les sociétés ont 1,4 fois plus de chances d'être pérennes à cinq ans que les entreprises individuelles. Près de 65 % des sociétés créées en 2014 dans la région (70 % en France de province) sont toujours actives en 2019, contre 53 % des entreprises individuelles. Dès la première année, 17 % des entreprises individuelles cessent leur activité contre 5 % des sociétés.

Les sociétés investissent davantage au démarrage que les entreprises individuelles, ce qui augmente leurs chances de pérennité. En effet, dans les Hauts-de-France environ 27 % des sociétés démarrent avec un capital initial d'au moins 40 000 €, contre 8 % des entreprises individuelles.

À l'inverse, 36 % des entreprises individuelles régionales débutent en 2014 avec un montant inférieur à 1 000 €, contre seulement 6 % des sociétés.

De la même manière, la pérennité des entreprises créées en 2014 avec au moins un salarié (hors dirigeants) est située autour de 65 %, soit environ 10 points supérieure à celles non employeuses. Dans la région, environ 35 % des entreprises de cette génération démarrent avec au moins un salarié. Cependant, la pérennité à cinq ans des entreprises employeuses est de 5 points moindre dans la région qu'en France de province.

Des entreprises plus pérennes dans des territoires moins denses

Une entreprise créée en 2014 dans une unité urbaine de plus de 50 000 habitants dans les Hauts-de-France a 30 % moins de chances d'être encore active en 2019 que

dans une commune rurale. Cet écart qui s'observe également au niveau national, peut s'expliquer par une concurrence accrue dans les zones les plus densément peuplées et par des conditions d'installation plus favorables et moins onéreuses dans les zones moins denses.

Ce constat est toutefois à nuancer selon le secteur d'activité. Les entreprises créées en 2014 dans le domaine des activités financières, d'assurances et immobilières sont ainsi moins pérennes lorsqu'elles sont implantées en zones rurales. En effet, seules 4 entreprises sur 10 y sont toujours actives après cinq ans. À l'opposé, dans les activités de transport-entrepôt et l'industrie, les entreprises créées en zone rurale sont plus pérennes. Respectivement 68 % et 75 % d'entre elles sont encore actives après cinq ans, contre 62 % et 71 % en moyenne régionale.

Être un homme, diplômé du supérieur ou expérimenté augmente les chances de pérennité

Le niveau de diplôme joue positivement sur la pérennité des entreprises. Sur 10 entreprises créées en 2014, 4 l'ont été par des personnes non titulaires du baccalauréat. À caractéristiques identiques, les chances de survie à cinq ans de ces entreprises sont plus faibles. Seulement 55 % sont encore actives en 2019, soit 5 points de moins qu'en région. À l'inverse, environ 64 % des entreprises créées par des diplômés du supérieur sont pérennes.

Outre le diplôme, le statut vis-à-vis de l'emploi joue aussi un rôle. Ainsi, la pérennité à cinq ans des entreprises est d'environ 62 % lorsque le créateur en 2014 était actif occupé, soit 6 points de plus que ceux alors au chômage ou en situation d'inactivité.

L'expérience joue également, mais les chances de pérennité à cinq ans n'augmentent significativement qu'à partir de la 10^e année. Dans les Hauts-de-France, 40 % des créateurs en 2014 possédaient au moins 10 ans d'expérience dans le métier exercé, tandis que 15 % n'en avaient aucune.

Dans la région, 28 % des entreprises créées en 2014 le sont par des femmes. Toutes choses égales par ailleurs, ces dernières ont un peu moins de chances d'être à la tête d'entreprises pérennes en 2019 que leurs homologues masculins. Le constat s'observe dans la plupart des secteurs d'activité, en particulier dans la construction où le taux de pérennité à cinq ans est de 20 points inférieur à celui des hommes (37 % contre 57 %). Dans le secteur de l'administration publique, de la

santé humaine et de l'action sociale où les femmes sont très présentes, l'écart est en revanche de 11 points en leur faveur (82 % contre 71 % pour les hommes).

Enfin, la probabilité d'être pérenne à cinq ans augmente avec le nombre de clients au moment de la création d'entreprise. En effet, les entreprises possédant plus de dix clients au démarrage ont des chances de pérennité 1,5 fois plus fortes que celles en possédant deux au

maximum. De même, les créateurs qui déclarent que le démarrage a été facilité par des relations clients ou fournisseurs (25 % des créateurs en Hauts-de-France en 2014) connaissent une pérennité supérieure d'environ 5 points aux autres entreprises. ●

Laure Crusson, Mathieu Lecomte
Insee Hauts-de-France

► Définitions

La **création d'entreprise** correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Ce concept, harmonisé au niveau européen, inclut aussi la réactivation d'entreprise après une interruption de plus d'un an et la reprise d'entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du créateur et celle du reprenneur, du point de vue de l'activité et de la localisation. La notion de création d'entreprise dans les enquêtes SINE est un peu plus restrictive. En effet, sont exclues les entreprises ayant vécu moins d'un mois et les « activations économiques » correspondant à des immatriculations dans Sirene (système informatisé du répertoire national des entreprises et des établissements) avant le 1^{er} janvier de l'année de la génération considérée.

Taux de pérennité à N ans est le rapport entre le nombre d'entreprises créées au cours du premier semestre de l'année considérée (2014, 2010 ou 2006), ayant atteint leur N^e anniversaire, et l'ensemble des entreprises créées au cours du premier semestre de l'année considérée.

Entreprise individuelle / société : une entreprise individuelle est une entreprise en nom propre ou en nom personnel. L'identité de l'entreprise correspond à celle du dirigeant, qui est responsable sur ses biens propres. L'entrepreneur exerce son activité sans avoir créé de personne juridique distincte (ex : commerçants, artisans, professions libérales...). À l'opposé, les sociétés sont dotées de la personnalité juridique (exemples : SARL, société anonyme, société civile...).

► Méthodologie

Les nombreux facteurs qui influencent la durée de vie des entreprises ne sont pas indépendants les uns des autres. Pour comprendre l'influence des caractéristiques individuelles des entreprises créées en 2014 sur leur probabilité d'être pérennes cinq ans après, une analyse statistique des chances de pérennité (méthode de régression logistique) est mise en œuvre. Cette méthode permet de mesurer l'effet spécifique de chaque facteur sur la pérennité des entreprises, les autres facteurs étant neutralisés (« toutes choses mesurables étant égales par ailleurs »).

Les effets de chaque facteur sont présentés en écart par rapport à une situation de référence notée « Réf ». Le coefficient appelé odds ratio est le rapport des cotes de pérennité de la sous-population d'intérêt sur la sous-population de référence. Plus le rapport de cotes est supérieur à 1 (respectivement inférieur à 1), plus la probabilité d'atteindre le cinquième anniversaire est forte (respectivement faible) par rapport à la situation de référence. Cette approche permet de gommer les effets de structure difficilement discernables par l'analyse des statistiques descriptives.

► Sources

Le système d'information sur les nouvelles entreprises (SINE) est un dispositif permanent d'observation et de suivi d'une génération de nouvelles entreprises. L'enquête SINE couvre l'ensemble des créations d'entreprises classiques, **hors auto-entrepreneurs**, qui ont vécu plus d'un mois dans l'ensemble des activités économiques marchandes, à l'exclusion des activités agricoles. **Les entreprises créées sous le régime de l'auto-entrepreneuriat font l'objet d'une enquête spécifique et sont exclues du champ de cette étude.** Ainsi, parmi les 141 000 unités créées au premier semestre 2014, 125 000 entreprises entrent dans le champ de l'enquête nationale classique. L'échantillon utilisé pour les enquêtes relatives à la génération 2014 dans les Hauts-de-France contient plus de 6 000 entreprises interrogées à trois reprises : 2014, 2017 et 2019.

► Pour en savoir plus

- « [En 2019, 61 % des entreprises classiques créées cinq ans plus tôt sont toujours actives](#) », *Insee Première* n° 1852, avril 2021
- « [Six entreprises sur dix encore actives cinq ans après leur création](#) », *Insee Flash Hauts-de-France* n° 27, mai 2017
- « [Six profils types de créateurs d'entreprises dans les Hauts-de-France](#) », *Insee Analyses Hauts-de-France* n° 26, octobre 2016

